

“hd

Centre
pour le dialogue
humanitaire

Médiation pour la paix

Le Centre pour le dialogue humanitaire en 2016



Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation.

Centre pour le dialogue humanitaire (HD)
114 rue de Lausanne, 1202 – Genève, Suisse
Tél : +41 (0)22 908 11 30 – Email : info@hdcentre.org – Site Internet : www.hdcentre.org

Suivez HD sur Twitter et LinkedIn :

 <https://twitter.com/hdcentre>

 <https://www.linkedin.com/company/centreforhumanitariandialogue>

Photos de couverture : © HD

© 2017 – **Centre pour le dialogue humanitaire**

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



Table des matières

HD – Médiation pour la paix	4
David Lambo – un infatigable humanitaire	6
Le programme d’activités 2016	8
Gouvernance	26
Financement	27

HD – Médiation pour la paix

mieux adaptées au contexte. Parfois, l'organisation intervient au plus haut niveau pour établir des voies de communication entre les belligérants et assurer une médiation directe entre eux. Elle leur offre ainsi un espace de dialogue et d'exploration en vue de négocier un possible accord ou un accès humanitaire. En d'autres circonstances, HD ouvre les échanges à un plus grand nombre de participants, notamment des représentants de la société civile, des responsables nationaux et des leaders communautaires.

L'organisation est parfois amenée à agir en toute discrétion afin de faciliter le travail d'autres médiateurs. Elle peut par exemple collaborer avec des parties tierces pour soutenir les efforts de ces derniers, ou encore fournir une assistance technique aux processus menés par d'autres intervenants.

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée qui a pour mission d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation.

Fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance, l'organisation est motivée par un objectif central : la médiation pour la paix.

Qu'il s'agisse de guerres, de soulèvements, de crises politiques, de processus électoraux contestés ou de transitions politiques potentiellement violentes, chaque situation est unique. Dans chaque cas, HD travaille avec les parties prenantes afin de trouver les solutions les

HD engagera le dialogue avec tout groupe ou acteur dans la mesure où cet échange peut contribuer à prévenir ou à mettre un terme à des conflits armés et à des violences. L'organisation met ainsi à profit son expérience dans tous les domaines du dialogue et de la médiation.

Discrétion et réactivité

En tant qu'entité privée, HD a la capacité de réagir rapidement et de manière flexible face à l'émergence de crises et de flambées de violence, et peut prendre davantage de risques que les organisations de plus grande envergure et les acteurs de la diplomatie formelle.



Photo : Le Quartet du dialogue national tunisien, lauréat du prix Nobel de la paix 2015, en visite au siège de HD à Genève, en avril 2016.

© HD

L'une de ses plus grandes forces réside dans sa capacité à agir de manière discrète. Cette discrétion lui permet d'intervenir dans des situations jugées inaccessibles par les représentants des cercles diplomatiques traditionnels. Elle permet également à HD de s'engager à régler des problèmes que d'autres considèrent comme insolubles et d'entamer le dialogue avec des acteurs tels que les mouvements rebelles, les groupes armés et les organisations extrémistes, qui restent souvent hors de portée de la plupart des intervenants de la médiation.

Une longue expérience

Au cours de ses 18 années d'activité, HD a facilité près de 40 accords de paix ou de gestion des conflits dans le monde entier, se forgeant ainsi une solide réputation. Ce bilan reflète l'étendue du rayonnement de l'organisation ainsi que son rôle grandissant dans le domaine de la prévention et de la résolution de conflits. Il témoigne en outre de sa capacité à s'adapter à des facteurs de conflit et d'insécurité en perpétuelle évolution.

HD s'efforce de trouver des réponses créatives à chaque conflit et d'obtenir des résultats tangibles qui contribuent à construire une paix durable et inclusive. Lors de chacune de ses interventions, l'organisation tient compte de la spécificité du contexte et veille à ce que l'efficacité de ses initiatives puisse être mesurée.

Une approche décentralisée

Afin d'assurer son efficacité dans un contexte international de plus en plus complexe et en constante mutation, HD a établi une structure décentralisée composée des cinq pôles régionaux suivants : Afrique, Afrique francophone, Asie, Eurasie et enfin Moyen-Orient et Afrique du Nord. Ces pôles ont la capacité de réagir rapidement face à l'émergence de nouveaux conflits. Ils disposent également de solides réseaux de contacts à l'échelle régionale et d'une excellente connaissance des contextes locaux. En outre, ils bénéficient de l'appui du siège de l'organisation situé en Suisse. Celui-ci leur fournit un soutien administratif flexible ainsi que la supervision de son équipe de direction.

“ HD engagera le dialogue avec tout groupe ou acteur dans la mesure où cet échange peut contribuer à prévenir ou à mettre un terme à des conflits armés et à des violences.

Expertise en médiation

HD s'est également imposé comme l'un des chefs de file du secteur de la médiation, encourageant le débat sur les défis émergents et partageant les enseignements tirés de ses propres activités.

Les fonctions transversales de son programme de recherche et d'appui à la médiation soutiennent les initiatives de HD et celles d'autres acteurs dans ce domaine, en leur proposant une expertise en matière de stratégie, d'apprentissage, mais aussi de suivi et d'évaluation des projets.

Garantir le caractère inclusif des processus de paix

Au cours des dix dernières années, HD s'est engagé de manière concrète en faveur d'une plus grande inclusion dans les processus de paix. HD tire profit de son statut d'organisation privée ayant accès à des processus de dialogue au plus haut niveau, mais aussi de sa capacité à collaborer avec différents acteurs, pour encourager la contribution des femmes, des jeunes et de la société civile aux processus de paix. La participation de ces groupes peut en effet présenter des bénéfices considérables : elle permet souvent de faire émerger des idées innovantes et de nouvelles perspectives et contribue utilement aux efforts de résolution des conflits. L'inclusion peut être favorisée de diverses manières, en fonction des processus et de l'espace politique dont disposent les représentants de la société civile, les femmes et les jeunes. ●

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site www.hdcentre.org ou visionner notre courte vidéo de présentation :

https://www.youtube.com/watch?v=i5_63q7l3_g&t=3s.

Toutes les publications éditées par HD sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.hdcentre.org/library/>.

David Lambo – un infatigable humanitaire

Notre collègue et ami David Lambo est décédé le 17 mars 2017 à Nairobi, au Kenya. Profondément engagé en faveur des causes humanitaires et de la paix, David a travaillé sans relâche toute sa vie, avec une énergie extraordinaire, dans le but d'améliorer les conditions d'existence des populations prises au piège dans les conflits. Professionnel chevronné, David avait à cœur d'encourager les jeunes générations et faisait preuve d'une

empathie hors du commun à l'égard de tous ceux qui le côtoyaient. C'était un humanitaire au sens le plus noble du terme.

Sa carrière a été marquée par des moments clés de l'histoire du continent africain. Il fait ses débuts au sein de l'Organisation des Nations Unies en 1971 en rejoignant la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba. Il occupe par la suite plusieurs postes auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Genève et en Afrique, notamment en tant que Représentant de l'organisation en Tanzanie. En 1975, il s'associe à un petit groupe de visionnaires pour lancer le Programme des Nations Unies pour l'Environnement à Nairobi.

En 1983, sa passion pour le développement du continent africain l'amène à se tourner vers le secteur privé. Propriétaire d'une entreprise agricole au Nigéria et au Ghana, il se consacre à sa gestion pendant une décennie.

En 1992, il fait son retour au HCR en tant que coordinateur de l'une des plus importantes opérations de rapatriement de populations jamais menées par l'agence : 1,5 million de réfugiés mozambicains retrouveront ainsi leur pays. David Lambo devient ensuite Agent de



Photos : David Lambo pendant les élections présidentielles au Libéria en 2011 (à gauche) et à la cérémonie de clôture du Processus de dialogue intercommunautaire de Jos, dans l'état du Plateau, au Nigéria, en décembre 2014 (à droite). © HD



Photo : David Lambo a fait partie de la délégation de HD qui a rencontré le Président du Nigéria, Muhammadu Buhari, en janvier 2016. © HD

liaison régional du HCR pour l'Afrique, accrédité auprès de l'Organisation de l'Unité africaine et du gouvernement éthiopien. En 2002, il est nommé Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du HCR. Par la suite, il exercera également les fonctions de Commissaire adjoint par intérim chargé des opérations, avant de prendre sa retraite en 2006.

Tout juste retraité, David rejoint HD en tant que conseiller. Il participe dix ans durant aux activités de l'organisation, contribuant à la création de son programme en Afrique et guidant la mise en œuvre de son travail à travers tout le continent africain. Au cours de cette période, David officie notamment comme conseiller auprès de Monsieur Kofi Annan dans le cadre du processus de médiation engagé suite aux violences postélectorales au Kenya en 2007 et en 2008. Il initie également plusieurs processus de médiation en Somalie et facilite le dialogue au Libéria durant les élections de 2011. Il lance en outre plusieurs processus de dialogue importants dans les régions du nord et du centre du Nigéria (Middle Belt), afin de contribuer à mettre un terme à plus d'une décennie de conflits dans cette région.

“ Profondément engagé en faveur des causes humanitaires et de la paix, David a travaillé sans relâche toute sa vie, avec une énergie extraordinaire, dans le but d'améliorer les conditions d'existence des populations prises au piège dans les conflits.

Infatigable défenseur de la paix, David était un modèle pour de nombreuses personnes sur le continent, qu'il s'agisse de jeunes médiateurs ou de chefs d'État africains. Lors de processus de médiation particulièrement éprouvants, il nous rappelait à tous de prendre du temps pour nos familles et pour nous-mêmes. Il manquera énormément à ses collègues et à ses amis, même si son héritage - fruit de ses considérables efforts et des processus de paix qu'il a établis dans toute la région - demeurera bien vivant. À HD, nous nous engageons à poursuivre son travail et nous nous efforçons de nous inspirer de sa passion et de sa détermination. ●

Le programme d'activités 2016

« Les guerres sont devenues plus complexes et interdépendantes que jamais », déploraient Antonio Guterres fin 2016, alors qu'il entamait son mandat de Secrétaire général des Nations Unies. « À l'échelle mondiale, nous observons de plus en plus de conflits, qui durent de plus en plus longtemps », notait-il encore en citant la montée du terrorisme international, le changement climatique, la croissance démographique, l'insécurité alimentaire et l'augmentation des rivalités pour l'accès aux ressources.

À cette liste, M. Guterres aurait pu ajouter le retour de la géopolitique observé en 2016, avec les bombardements en Syrie et la présence des navires de guerre en mer de Chine méridionale, ou encore la tendance à l'atomisation des conflits. Dans ce contexte, les armées nationales ne représentent plus qu'un intervenant parmi d'autres, dans un environnement complexe comptant une pléthore d'acteurs non étatiques armés et violents. Selon M. Guterres, la plus grande faiblesse de la communauté internationale réside cependant dans son incapacité à prévenir les crises. « Les défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui dépassent notre capacité à y répondre », a-t-il indiqué.

Ce bilan saisissant souligne avec force à quel point il est urgent pour la communauté internationale de mobiliser davantage de ressources et de créativité pour rétablir la paix et prévenir les conflits. C'est dans ce contexte que HD a poursuivi le développement de ses opérations en 2016, en réponse aux sollicitations croissantes dont son expérience et son savoir-faire ont fait l'objet. Les activités menées par l'organisation reposent sur ses vastes réseaux de contacts et sa longue expérience d'intermédiaire avec les groupes armés les plus difficiles à contacter, qui, pour des raisons juridiques et sécuritaires, restent souvent hors



Photo : S.E. M. Borge Brende, S.E. Mme Federica Mogherini, et S.E. Dr Mohammad Javad Zarif, pendant la session plénière d'ouverture du Forum d'Oslo en juin 2016. © HD. Crédit : Stine Merethe Eid

de portée des acteurs de la diplomatie conventionnelle et des agences des Nations Unies.

À la fin de l'année 2016, HD était engagé dans plus d'une quarantaine de projets dans quelque 25 pays, travaillant ainsi au cœur de certains des conflits les plus dangereux au monde en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe, en Asie centrale et en Asie orientale.

Au cours des cinq dernières années, HD a contribué à la conclusion de 39 accords de paix et de gestion des conflits. Récemment, l'organisation a notamment facilité, de manière extrêmement discrète, les dernières étapes de la négociation de l'accord de Wadi Barada en Syrie. Cet accord a mis fin aux violents combats qui avaient privé des millions de résidents de la périphérie de Damas d'un accès à l'eau courante. Plus tôt dans l'année, HD a participé à la négociation d'un appel humanitaire qui a permis l'acheminement en toute sécurité de l'aide destinée aux populations civiles épuisées de Benghazi, ville libyenne ravagée par les combats. Dans l'État de Kaduna, au Nigéria, HD a obtenu l'engagement de communautés locales en faveur d'un processus de dialogue visant à résoudre des conflits locaux. Enfin, l'organisation a identifié des moyens devant permettre à la Chine et à ses voisins régionaux d'éviter une intensification du conflit dans l'espace maritime contesté de la mer de Chine méridionale.

Ces accords officiels très visibles – qui sont souvent le fruit d'années d'un travail de médiation acharné - ne représentent que la partie émergée des efforts déployés par HD pour réduire le coût humain des conflits. L'organisation s'efforce sans relâche de sauver des vies et de protéger les conditions d'existence des populations civiles, que ce soit en s'engageant discrètement auprès des groupes armés et des gouvernements, en instaurant un dialogue entre des communautés ou en collaborant avec des partis politiques afin de garantir des élections pacifiques. Parmi les résultats de ses efforts menés en 2016, on peut citer la négociation de plusieurs accords locaux par des réseaux de leaders communautaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger ; le maintien de voies de communication discrètes en Ukraine, qui ont permis l'acheminement de l'aide humanitaire et de marchandises de

chaque côté de la ligne de front ; et la création de mécanismes de médiation locale, qui permettent de briser le cycle de la violence dans les conflits qui opposent les clans de la province de Sulu aux Philippines. En Syrie, HD a contribué à l'inclusion de groupes armés d'opposition dans le processus de paix officiel dirigé par les Nations Unies, ainsi que leur participation directe aux négociations de cessez-le-feu nationaux et d'accords locaux et humanitaires.

“ Les activités menées par l'organisation reposent sur ses vastes réseaux de contacts et sa longue expérience d'intermédiaire avec les groupes armés les plus difficiles à contacter.

Via son programme de recherche et d'appui à la médiation basé à Genève, HD a également continué à promouvoir le débat autour des nouveaux défis du secteur de la médiation. L'organisation a en outre continué à partager les enseignements tirés de ses propres expériences. En collaboration avec la Norvège, HD a coorganisé la 14^e édition du Forum d'Oslo. Le Forum représente aujourd'hui le premier réseau international des acteurs de la résolution de conflits. Son édition 2016 a réuni plus d'une centaine de personnalités, parmi lesquelles le Secrétaire d'État américain John Kerry, le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères Federica Mogherini. À cette occasion, les participants ont examiné les dynamiques des conflits en Syrie, en Afghanistan, en Libye et en Colombie, dans le cadre de discussions sur le thème de « l'adaptation à un nouvel environnement en matière de conflits ».

HD a également poursuivi ses efforts visant à améliorer l'efficacité de son travail de médiation dans les contextes hautement dynamiques, incertains et sensibles dans lesquels il intervient. L'organisation développe actuellement

une approche innovante et avant-gardiste portant sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage liés à ses projets et aux différents environnements dans lesquels elle s'engage. Dans le cadre de cette démarche, HD a conduit 18 évaluations collégiales et trois évaluations externes en 2016, passant ainsi en revue près de la moitié de son portefeuille d'activités.

Par ailleurs, HD a collaboré avec diverses organisations humanitaires, de consolidation de la paix et de recherche, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, l'Institut des hautes études internationales et du développement (Graduate Institute) de Genève, International IDEA, swisspeace et la Fondation Berghof, afin d'associer ses compétences à celles d'autres institutions. HD a également apporté son expertise à l'Union européenne dans le cadre de plusieurs initiatives d'appui à la médiation. Les idées et les expériences partagées au travers de ces partenariats, ainsi

que les efforts déployés par HD pour mener ses propres opérations, ont également été présentées à un public plus large. L'organisation a en effet participé à différents événements et produit des publications thématiques, notamment sur le rôle des diasporas comme catalyseurs du changement et le soutien aux processus de dialogue national.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Alors que le conflit **syrien** entrait dans sa sixième année de massacres ininterrompus, HD a poursuivi sa collaboration avec ses contacts de tous bords, à l'exception de l'État islamique et des groupes liés à l'organisation Al-Qaida, afin d'évaluer les possibilités de désamorcer les combats, d'acheminer l'aide humanitaire et de faire avancer les discussions concernant les options politiques susceptibles de favoriser la paix.



Photo : Des personnes remplissent des récipients d'eau à Damas en Syrie, en janvier 2017. L'eau a été coupée entre décembre 2016 et février 2017, dans le cadre de la pire crise de l'eau qu'aient connu les habitants. © AP Photo / Hassan Ammar

HD a consulté les représentants du gouvernement syrien sur tous ces sujets, y compris sur la forme possible d'une résolution politique du conflit. L'organisation a également transmis les réponses du gouvernement syrien aux questions posées par ses homologues occidentaux.

HD a en outre engagé un dialogue intensif avec les représentants des principaux groupes armés de l'opposition sur les dimensions diplomatiques et politiques de la crise. Suite à cet échange, les groupes ont accepté de participer au processus de paix officiel dirigé par les Nations Unies et de promouvoir les accords de cessation des hostilités ainsi que ceux visant à faciliter l'aide humanitaire et son acheminement. À la fin de l'année, l'organisation a également soutenu les groupes armés de l'opposition afin qu'ils se coordonnent avec les Nations Unies dans le cadre d'une initiative humanitaire ayant pour but d'évacuer tous les civils piégés dans les quartiers assiégés d'Alep.

HD a en outre organisé une série de rencontres entre les gouvernements occidentaux et les représentants de la zone d'administration autonome contrôlée par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, afin de les aider à développer des programmes de gouvernance locale à caractère inclusif pour les zones libérées du contrôle de l'État islamique (EI).

Tout au long de l'année, l'organisation a assuré la liaison avec l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, qu'elle a également conseillé, et a tenu informés les États-Unis et l'Union européenne ainsi que les représentants officiels d'autres gouvernements occidentaux. HD a en outre facilité le maintien de voies de communication discrètes avec les groupes armés de l'opposition. Au cours de l'année 2016, le gouvernement syrien est allé de victoire en victoire sur le plan militaire, devenant de plus en plus intransigeant, augmentant la pression exercée sur les populations civiles dans les zones contrôlées par l'opposition, interrompant l'acheminement de l'aide humanitaire et paralysant le processus de paix dirigé par les Nations Unies. Malgré ce contexte de violent conflit et d'impasse politico-diplomatique, HD est parvenu à identifier des opportunités pour venir au secours des populations civiles.

En appui aux bailleurs de fonds internationaux et aux organisations humanitaires désireux d'acheminer de l'aide aux populations civiles, HD a contribué à établir des contacts entre ces derniers et des réseaux informels d'assistance civile syrienne. Ces efforts ont permis la mise en place de 11 projets d'assistance dans les zones contrôlées par l'opposition et de deux projets dans les zones assiégées par le gouvernement syrien, réputées difficilement accessibles.

“ HD a exploré les possibilités d'instauration de cessez-le-feu locaux.

L'organisation a aussi soutenu plusieurs accords locaux entre le gouvernement syrien et l'opposition syrienne qui ont favorisé une relative stabilité dans certaines zones du pays.

HD a également contribué à l'acheminement de l'aide humanitaire des Nations Unies à Daraya, une ville assiégée par le gouvernement syrien depuis 2012.

À la demande de toutes les parties concernées, HD a exploré les possibilités d'instauration de cessez-le-feu locaux. L'organisation a aussi soutenu plusieurs accords locaux entre le gouvernement syrien et l'opposition syrienne qui ont favorisé une relative stabilité dans certaines zones du pays.

En 2016, HD s'est également engagé dans une nouvelle initiative en **Irak** visant à stabiliser les zones libérées du contrôle de l'EI. Cette initiative a pour objectif de répondre à un défi déterminant pour la sécurité et le développement futur du pays. En effet, les milices chiites qui combattent l'EI ont infligé des représailles aux populations sunnites dans les zones libérées. Maîtriser ces excès et rétablir le lien entre les communautés sunnites et le gouvernement chiite de Bagdad est essentiel pour éviter une nouvelle ère d'affrontements interconfessionnels sanglants qui feraient souffrir les populations bien après le départ des forces de l'EI.



Photo : Un membre des forces libyennes de l'Est se tient devant une maison détruite dans le district de Ganfouda à Benghazi, en Libye, en janvier 2017. © Reuters / Esam Omran Al-Fetori



HD a commencé à identifier des personnalités sunnites susceptibles de jouer un rôle moteur dans le règlement des griefs au niveau local, en formulant des mesures visant à les résoudre et en s'engageant auprès de personnalités influentes de la communauté chiite. HD a également organisé une réunion à Beyrouth avec les Forces de mobilisation populaire d'Irak, principalement composées de milices chiites, en vue de discuter de leurs préoccupations en présence de représentants officiels du gouvernement irakien, de diplomates et de représentants des agences humanitaires. À la suite de cette initiative, les responsables de la communauté sunnite ont demandé à HD de les aider à établir un contact avec les dirigeants chiites.

HD a par la suite initié un dialogue entre les représentants du gouvernement irakien et les responsables religieux, tribaux et de l'entrepreneuriat du gouvernorat d'Anbar, majoritairement sunnite. De cet échange est née une vision d'avenir pour le gouvernorat ainsi qu'une proposition en dix points que les représentants du gouvernement ont acceptée et soumise au cabinet du Premier ministre. Suite à cela, ce dernier a consenti à réengager 6 500 policiers et plusieurs agents de l'État irakien qui avaient été licenciés. Il a également accepté de libérer 500 prisonniers détenus sans chef d'accusation et d'envisager des réformes de la Commission électorale. En outre, la proposition en dix points a contribué aux négociations sur la réouverture des frontières entre l'Irak et la Jordanie.

À Mossoul, suite au début de la campagne visant à chasser l'EI de la ville, HD a organisé une rencontre entre les principales milices et les responsables politiques et tribaux de la région de Ninive dans le but d'aborder les préoccupations relatives à la situation de la ville après le départ de l'EI.

Par ailleurs, HD a organisé une rencontre regroupant les chefs tribaux ainsi que les responsables des forces de sécurité de la « ceinture » de Bagdad et le gouvernement irakien en vue d'aborder certains sujets sensibles, notamment le retour des populations déplacées suite aux combats contre l'EI. Ce sujet devra être traité avec une grande diplomatie afin d'atténuer les tensions et de stabiliser la région.



Photo : Un homme, déplacé irakien, est assis sur les ruines d'un bâtiment détruit à l'extérieur du camp de Hammam al-Ailil, au sud de Mossoul, en Irak, avril 2017. © Reuters / Marko Djurica

En **Libye**, HD s'est efforcé de naviguer dans un environnement tout aussi complexe, marqué par le conflit qui oppose une multitude de factions politiques, de milices armées et de tribus.

La confiance initialement suscitée par l'Accord politique libyen (APL) négocié par les Nations Unies en 2015 s'est érodée en 2016, tandis que les groupes armés non étatiques ayant accès aux ressources de l'État ont renforcé leurs positions.

Dans ce contexte, la méfiance des parties envers les organismes internationaux et les États a permis à HD, en tant qu'entité privée et indépendante, de jouer un rôle singulier dans le rétablissement de la confiance entre les groupes libyens. HD s'est engagé de manière proactive auprès des acteurs politiques, des groupes armés et des cercles sociaux ayant manifesté leur opposition ou leur soutien à l'Accord politique libyen, et a mis à profit ses

efforts passés en matière de négociations de cessez-le-feu et d'accès humanitaire dans le cadre de conflits locaux, en particulier à Benghazi.

L'organisation a notamment réuni un large panel de représentants nationaux influents à l'occasion de l'inauguration d'un « dialogue ouvert en faveur de la stabilité ». HD a aussi consulté des responsables militaires et politiques importants de la ville de Benghazi afin de discuter de leur participation à un processus de dialogue national.

Au début de l'année 2016, HD a également mobilisé ses contacts parmi les belligérants et les personnalités influentes, notamment des membres des parlements rivaux de Libye, afin de faciliter l'adoption d'un Appel humanitaire pour Benghazi. Ce dernier avait pour objectif d'augmenter l'aide destinée aux populations civiles épuisées par le conflit, tout en garantissant les conditions de sécurité nécessaires

à son acheminement. Pour assurer le suivi de cet Appel, HD a organisé deux sessions de dialogue entre les représentants de la ville et les agences internationales d'aide humanitaire.

L'Appel a permis l'obtention de résultats concrets :

- l'augmentation de l'aide humanitaire pour la ville ;
- la réouverture de plusieurs écoles et centres médicaux à Benghazi ;
- la formation d'agents de déminage.

Benghazi a également été désignée zone prioritaire par le Programme des Nations Unies pour le développement et peut à ce titre bénéficier de l'appui de l'organe de stabilisation de l'agence. Ce programme a été mis en place dans le cadre d'un accord avec le Gouvernement d'union nationale de Tripoli.

HD a par ailleurs cherché à vaincre les obstacles qui entravent la coopération dans d'autres régions du pays. À Tripoli, l'organisation a initié un dialogue entre les femmes, les forces de sécurité du gouvernement et les milices en vue d'améliorer la sécurité dans la ville. Cette initiative a conduit les militantes de la société civile à mettre en place un groupe de travail qui continue à se réunir de manière hebdomadaire. À Syrte, quelques jours seulement après la cessation des opérations militaires visant l'EI, HD a réuni les représentants élus de la ville pour discuter de la restauration de la gouvernance locale. À Zintan, HD a également organisé une rencontre entre les représentants de la ville et de la communauté internationale, de manière à consolider les efforts en matière de stabilisation et d'aide humanitaire déployés dans la ville et ses alentours. À la suite de cette réunion, le Conseil militaire de Zintan a officiellement pris position contre l'escalade de la violence militaire dans l'ouest de la Libye. Il a également ordonné la réouverture de l'oléoduc qui avait été fermé deux ans auparavant, rétablissant ainsi sa capacité théorique de production évaluée à environ 500 000 barils par jour.

La capacité de la communauté internationale à exploiter ces opportunités et à favoriser les conditions nécessaires à la restauration de la paix en Libye est cruciale pour le maintien de la stabilité en **Tunisie** voisine, où la transition

démocratique fait face aux menaces terroristes et à la pression sociale d'un contexte économique affaibli. Les efforts mis en œuvre par la Tunisie pour gérer la menace que représente la crise libyenne ont été entravés par sa relation dysfonctionnelle avec les autorités libyennes.

En 2016, HD a donc mené à bien une mission dans la zone frontalière entre les deux pays afin de consulter les acteurs politiques et sécuritaires des deux bords et d'établir des voies de communication entre eux. Cette initiative leur a permis de parvenir, au début de l'année 2017, à un accord visant à désamorcer les tensions dans cette région.

En 2016, HD a également renforcé ses contacts avec des responsables politiques et institutionnels tunisiens haut placés, contacts initialement établis lors de l'élaboration de la Charte d'honneur pour les élections de 2014. L'organisation a en outre été appelée à faciliter la médiation de plusieurs crises apparues en 2016 et a entamé, en partenariat avec l'association tunisienne Al-Muqadimma, un dialogue avec les acteurs politiques et institutionnels en vue d'élaborer une vision commune en matière de sécurité nationale.

Afrique

Fort de son expérience et de ses réseaux de contacts en Afrique, HD s'est engagé, en 2016, dans la surveillance des tensions émergentes dans dix pays : l'Angola, le Burkina Faso, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, la région nord-est du Nigéria, le Niger, le Mali, l'Ouganda et le Zimbabwe. L'objectif est de déterminer, d'une part, les contextes dans lesquels la médiation pourrait prévenir la transformation de situations instables en crises majeures ; et, d'autre part, la manière dont l'organisation pourrait aider à trouver des solutions. Pour ce faire, HD a reçu le soutien de la fondation Humanity United et établi des liens de coopération étroits avec l'Union africaine (UA). Fin 2016, HD a également signé un protocole d'accord avec l'UA dans le but d'approfondir le partenariat entre les deux organisations en 2017.

En **RDC** et au **Zimbabwe**, deux pays qui sont récemment entrés dans une phase de

transition politique pouvant dégénérer en violences, HD a engagé la discussion sur des initiatives visant à atténuer les tensions. En RDC, l'organisation a privilégié un dialogue dont la vocation est de préparer le terrain d'une transition pacifique avant les élections, alors qu'au Zimbabwe, HD a apporté son soutien à plusieurs parties prenantes dans la mise sur pied d'un processus de dialogue intergénérationnel destiné à répondre aux préoccupations de fond du pays.

“ Si le travail mené par l'organisation reste discret et confidentiel dans de nombreux pays, ses initiatives au Nigéria lui ont valu une reconnaissance publique. En témoigne la déclaration du Président Buhari relative à la diminution des violences dans l'État du Plateau, ainsi que les félicitations qu'il a adressées à HD pour ses efforts.

Cette nouvelle approche axée sur la prévention des conflits s'est accompagnée d'un engagement croissant sur l'ensemble du continent, dans le but de traiter les racines profondes des tensions et des discordes. Au **Nigéria**, HD facilite depuis 2013 un processus de dialogue intercommunautaire dans l'État du Plateau. En mars 2016, l'organisation a pu initier un processus similaire dans l'État voisin de Kaduna, l'une des régions du pays les plus affectées par les conflits. Ce projet a abouti à la signature de la *Déclaration de paix de Kafanchan*, dans le cadre de laquelle 29 communautés ethniques se sont engagées à résoudre par le biais du dialogue certains conflits ethno-religieux vieux de plusieurs décennies. La confiance entre les communautés s'est développée en peu de temps grâce à des sessions régulières d'échanges sur les sources de tensions, mais aussi au travail des « Réseaux de gestion des tensions », qui assurent le suivi de la situation sécuritaire.

La forte baisse du nombre d'incidents violents a rapidement démontré les bénéfices de ce processus.

Les efforts déployés par HD dans les États du Plateau et de Kaduna ont reçu le soutien des autorités, tant au niveau étatique qu'au niveau fédéral. Si le travail mené par l'organisation reste discret et confidentiel dans de nombreux pays, ses initiatives au Nigéria lui ont valu une reconnaissance publique. En témoigne la déclaration du Président Buhari relative à la diminution des violences dans l'État du Plateau, ainsi que les félicitations qu'il a adressées à HD pour ses efforts. En 2016, grâce à ses contacts bien établis et à sa vaste expérience au Nigéria, l'organisation a également pu entreprendre de nouvelles activités dans le nord-est de l'État de Borno, une zone ravagée par les conflits.

L'armée nigériane a repris le contrôle de certaines zones de cette région, chassant ainsi Boko Haram et permettant la reprise des opérations humanitaires. La région reste néanmoins sous la menace permanente de nouvelles attaques. Cette situation souligne le besoin urgent d'initiatives visant à stabiliser les communautés et à réduire la pauvreté et les problèmes sociaux qui ont poussé certains à rejoindre la rébellion. Dans ce contexte difficile, HD a lancé un processus de dialogue avec les groupes les plus affectés par le conflit, développant notamment des contacts avec les responsables des communautés musulmanes et chrétiennes ainsi qu'avec des chefs de village et des chefs traditionnels dans le but d'établir une relation de confiance et de créer les conditions favorables à une réconciliation entre les communautés.

Ce projet mis sur pied dans l'État de Borno fait partie d'un portefeuille grandissant d'initiatives qui placent HD au cœur des principales menaces sécuritaires d'Afrique de l'Ouest. Alors que plus de 230 incidents violents et attaques menées par des groupes djihadistes étaient recensés au **Mali** en 2016, HD a continué de soutenir le processus de paix malien défini par l'Accord d'Alger signé en 2015. L'organisation a notamment aidé les parties au conflit à diffuser le contenu de l'Accord auprès des communautés, des combattants et des leaders d'opinion et a facilité plusieurs



Photo : Inauguration d'un 'panneau communautaire d'excuses publiques' dans le sud de l'état de Kaduna. Le panneau a été mis en place dans le cadre du processus de dialogue intercommunautaire mené par HD dans la région, novembre 2016. © HD

rencontres entre les représentants des parties au conflit afin de les aider à élaborer une vision commune pour une mise en œuvre efficace de l'Accord. En 2016, HD s'est également efforcé de traiter les principaux problèmes affectant la dynamique du conflit. Au niveau communautaire, l'organisation a lancé un processus de dialogue avec les responsables religieux de la communauté musulmane en vue de soutenir la paix et d'atténuer les tensions entre les diverses branches de l'Islam sunnite. Malgré la détérioration du contexte sécuritaire dans la partie nord du pays, HD a également participé à la résolution de deux conflits intercommunautaires, ce qui a permis le retour de populations civiles déplacées.

En 2016, le Mali a enregistré le plus grand nombre d'incidents violents de toute l'étendue du **Sahel**. Néanmoins, dans une région où le contrôle gouvernemental est faible et les

frontières extrêmement poreuses, les menaces sécuritaires au Mali ont un impact au niveau régional. Ainsi, le **Niger** et le **Burkina Faso** voisins ont également connu une augmentation du nombre d'attaques djihadistes, notamment des attentats aux postes de frontière et des enlèvements. Dans ce contexte, HD a poursuivi le développement de réseaux communautaires dans les régions frontalières entre les trois pays et a renforcé leurs capacités de prévention et de gestion des conflits dans les zones pastorales. En 2016, l'organisation a formé trois nouveaux réseaux comptant 106 personnalités influentes au niveau local, amenant ainsi le nombre total de réseaux établis à neuf, et le nombre total de responsables communautaires mobilisés à près de 300.

Ces réseaux ont permis de résoudre plus de 70 conflits entre fermiers et communautés pastorales en 2016, ce qui a entraîné une



Photo : Un soldat du groupe de rebelles Touaregs MNLA dans la ville de Kidal, au nord-est du Mali. Le MNLA fait partie du CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) qui a signé en 2015 l'Accord d'Alger avec le gouvernement du Mali. © Reuters / Cheick Diouara

nette diminution des affrontements liés aux problèmes d'accès aux ressources naturelles dans la région, de même que la restauration de la confiance entre les communautés, confiance qui avait été fortement entamée suite à la guerre au Mali en 2012. En outre, les voies de communication directes établies entre les communautés ont permis le retour de 1 767 animaux volés à leurs propriétaires, ainsi qu'une augmentation du partage des informations relatives aux activités de transhumance entre les responsables communautaires des pays frontaliers en vue de prévenir l'émergence de nouveaux conflits.

HD a en outre facilité la rencontre entre les représentants officiels des trois pays. Les associations de femmes et les groupes de jeunes ont eux aussi pu participer au processus de dialogue organisé entre les réseaux communautaires et au sein de ceux-ci.

L'année 2016 a également été marquée par la signature d'un accord entre les éleveurs peuls semi-nomades du Niger et les communautés Daoussahaq du Mali. Cet accord a mis un terme à 30 ans de discorde autour des ressources pastorales dans la zone frontalière entre les deux pays, situation qui avait également alimenté la guerre au Mali.

En 2016, HD a en outre présenté les résultats d'une étude innovante menée en 2015 sur les perceptions locales des facteurs de radicalisation dans les zones frontalières de huit pays du Sahel. Ces présentations, qui se sont déroulées dans plusieurs villes, dont Bamako, Addis-Abeba, Genève, Paris et Moscou, ont contribué à sensibiliser davantage la communauté internationale aux pratiques non coercitives qui permettent de gérer la montée du radicalisme dans la région.

Les affrontements entre les groupes armés ont également alimenté la violence et l'insécurité en **République centrafricaine**, où le contexte demeure assombri par la menace de violences sectaires. Le pays reste également fortement dépendant de la présence des Casques bleus des Nations Unies pour garantir sa sécurité. Les conclusions du Forum de Bangui, organisé en 2015 avec l'appui de HD et d'autres acteurs internationaux, ont contribué au maintien de la paix lors des élections présidentielles du mois de février 2016. Tout au long de l'année, HD a continué de soutenir le fragile gouvernement central récemment mis en place. L'organisation a joué un rôle de conseil auprès des autorités nationales, formé son personnel et contribué à établir des comités provinciaux chargés de la paix et de la réconciliation. HD a également lancé plusieurs processus de dialogue communautaire qui ont permis d'atténuer considérablement les tensions au niveau local, y compris entre les communautés nomades et sédentaires. L'organisation a en outre aidé le gouvernement à mettre en œuvre son programme de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) destiné aux groupes armés en insistant sur le besoin d'intégrer ce programme au processus national de justice transitionnelle. Bien que les trois plus importantes milices du pays ne se soient pas engagées dans le processus de DDRR, HD a joué un rôle crucial en établissant une voie de communication vers l'ensemble des groupes armés et en garantissant la prise en compte de leurs revendications dans le cadre de ce processus.

Au **Sénégal**, HD a continué à soutenir le processus de paix visant à mettre un terme au conflit entre le gouvernement et des groupes rebelles armés casamançais. L'organisation

a notamment conseillé le gouvernement et les trois factions composant le Mouvement des forces démocratiques pour la Casamance (MFDC) sur de possibles stratégies de négociation. Ces discussions ont cependant été bloquées en 2016, les groupes armés ayant décidé de donner la priorité à un processus de réconciliation interne plutôt qu'à un dialogue avec le gouvernement. Suite à cette décision, HD a organisé des ateliers avec la diaspora casamançaise et les groupes de la société civile, et en particulier avec les femmes, afin de déterminer la façon dont ces acteurs pourraient encourager les parties en conflit à envisager la réconciliation. HD a également apporté son soutien aux organismes nationaux qui accompagnent le processus de réintégration des combattants à la vie civile.

Au **Soudan du Sud**, où les perspectives de paix sont le moins prometteuses et où la spirale de la violence a entraîné le déplacement de millions de personnes et dévasté un pays dont le système économique était déjà appauvri, HD a concentré ses efforts sur les pays voisins de manière à favoriser le soutien de la paix au niveau régional. L'organisation a entrepris une étude de perceptions auprès des personnes déplacées internes sur les questions de rapatriement et de protection dans le but de contribuer à l'élaboration d'options pour le rétablissement de la paix. HD a également facilité un dialogue entre des experts et des organisations humanitaires sur de possibles stratégies de restauration de la paix et a rassemblé des représentants de la société civile sud-soudanais à Nairobi, rencontre qui a abouti à la création d'un nouveau réseau d'acteurs de la paix.

Plus à l'est, en **Somalie**, HD a apporté son soutien au processus de dialogue entre les représentants du Somaliland et du Gouvernement fédéral de Somalie. L'organisation a également appuyé un processus de dialogue parallèle réunissant des leaders d'opinion de chaque bord, afin d'encourager une vision commune autour d'une éventuelle solution au conflit politique qui oppose les deux parties. HD a en outre fourni une assistance technique au Forum national du leadership de la Somalie, organisant plusieurs rencontres entre représentants officiels afin d'aborder diverses problématiques nationales, et a joué un rôle



Photo : Des manifestants lors d'un rassemblement contre la décision du parti au pouvoir d'autoriser le Président Pierre Nkurunziza de se présenter pour un 3ème mandat – Bujumbura, Burundi, avril 2015. © Reuters / Thomas Mukoya

de conseil sur la question du modèle électoral pour les élections fédérales de 2016. HD a en outre facilité le dialogue autour de plusieurs conflits locaux dans le pays, en particulier dans la région de Galkayo, qui se révèle être un nouveau point chaud avec le développement des États membres.

En 2016, HD a également développé ses activités dans la région des Grands Lacs. L'organisation a soutenu les efforts régionaux visant à désamorcer la crise politique survenue au **Burundi** suite à la décision du Président Pierre Nkurunziza, en 2015, d'étendre son mandat au-delà de la limite constitutionnelle. Alors même que les Nations Unies lançaient

des avertissements, indiquant que les actions du gouvernement risquaient de provoquer un génocide et de déstabiliser l'ensemble de la région, encore fortement marquée par le génocide rwandais des années 90, HD a apporté son soutien aux efforts de médiation de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). En tant qu'observateur officiel, HD a participé à deux sessions de négociations organisées à Arusha, en Tanzanie. L'organisation a également mis sur pied deux réunions bilatérales entre le gouvernement et le CNARED (Conseil National pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et de l'État de droit), principale coalition de l'opposition.



Le travail réalisé avec le CNARED a aidé la Coalition à définir ses objectifs et son approche en vue des négociations. Ces échanges ont en outre contribué à la décision du CNARED de prendre part aux négociations de la CAE.

HD a également animé des ateliers avec les représentants de la société civile afin de les aider à redéfinir leurs positions et leur engagement dans le processus de médiation, et a facilité l'organisation d'une réunion entre le Président ougandais Yoweri Museveni, en sa qualité de médiateur de la CAE, et trois anciens présidents du Burundi, dans le but de discuter des approches envisageables pour résoudre la crise.

Eurasie

En 2016, HD a travaillé en Eurasie au niveau national et régional, mais également au niveau géopolitique, afin de répondre aux défis multidimensionnels qui ont bloqué la mise en œuvre du processus de paix ukrainien, et qui ont commencé à émerger dans une Asie centrale de plus en plus fragile.

“ Le gel du conflit en Ukraine a souligné la nécessité du travail de HD, qui s'efforce de faciliter les contacts entre les différentes parties.

La polarisation grandissante entre l'Europe et la Russie a érodé l'enthousiasme international qui accompagnait la mise en place des Accords de Minsk. Dans cet environnement glacial, le gouvernement de Kiev et les groupes qui contrôlent la région de Donbass n'ont pas réussi à trouver un compromis, laissant ainsi les populations civiles exposées à des flambées de violence le long de la ligne de contact qui sépare les combattants.

Paradoxalement, le gel du conflit en **Ukraine** a souligné la nécessité du travail de HD, qui s'efforce de faciliter les contacts entre les différentes parties. Les voies de communication établies par l'organisation ont aidé les parties, en Ukraine et au-delà, à identifier et échanger des idées pour résoudre le conflit, à explorer des domaines de coopération permettant de maintenir les liens sociétaux et les relations de travail par-delà la ligne de front dans l'est de l'Ukraine, mais aussi à prévenir d'éventuelles crises économiques et écologiques.

HD a par ailleurs organisé des consultations entre des experts internationaux et les parties au conflit. L'organisation a également fourni une expertise analytique aux belligérants pour les aider à trouver des solutions dans le cadre du processus de Minsk. Sur place, ceux-ci ont réalisé des études économiques afin d'évaluer le coût du conflit et des politiques gouvernementales menées dans la région de Donbass. Cette initiative a eu un impact positif sur les décisions de Kiev, qui a autorisé des échanges

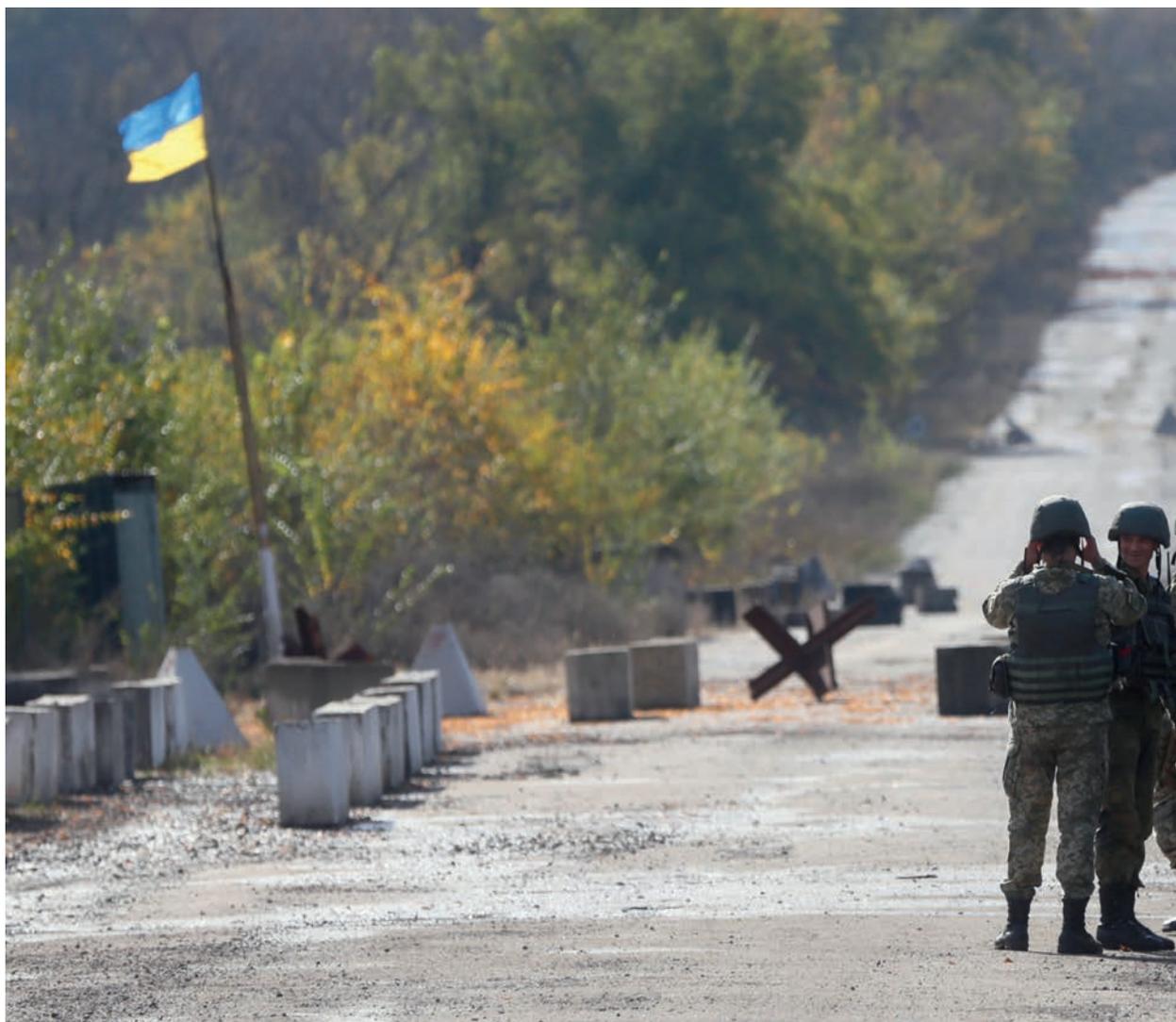


Photo : Les forces armées ukrainiennes à un poste de contrôle dans la ville de Zolote dans la région de Louhansk, en Ukraine, octobre 2016.
© Reuters / Valentyn Ogirenko

de marchandises plus fréquents de part et d'autre de la ligne de front.

Sur le plan écologique, les discussions et les contacts facilités par HD entre les parties ont conduit les belligérants à évaluer les principaux risques environnementaux engendrés par les mines abandonnées et les sites de stockage des déchets chimiques et nucléaires endommagés dans la zone de conflit. Ces évaluations ont mis en exergue le risque important de désastre environnemental majeur, ainsi que les actions à entreprendre afin d'éviter une telle catastrophe.

Au niveau géopolitique, HD a établi une voie de communication entre l'Europe, Kiev et Moscou dans le but d'identifier des solutions créatives permettant d'atténuer les tensions.

En parallèle, les efforts de l'organisation en faveur de la prévention des conflits entre les États d'Asie centrale ont poursuivi leur remarquable progression. Engagés dans des discussions sur les questions de sécurité au niveau régional, des experts et des responsables politiques du **Tadjikistan**, de l'**Ouzbékistan**, du **Kirghizistan**, du **Turkménistan** et du **Kazakhstan** ont exprimé une confiance accrue dans



nationaux. Les participants ont par ailleurs activement sollicité les suggestions et la collaboration de HD pour la planification de nouvelles rencontres.

Asie

Les efforts de HD en Asie en 2016 se sont focalisés sur la **mer de Chine méridionale** et la création d'une plateforme de contacts entre les États de la région ; cette dernière vise à prévenir le risque accru de conflit en lien avec leurs revendications territoriales autour de cette région riche en ressources naturelles. Les tensions ont atteint leur paroxysme suite à une décision de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, qui, en juillet, a rejeté les revendications de souveraineté de la Chine dans la zone. Dans ce contexte, le dialogue facilité par HD est apparu aussi complexe qu'urgent.

“ Les efforts de HD en Asie en 2016 se sont focalisés sur la mer de Chine méridionale et la création d'une plateforme de contacts entre les États de la région ; cette dernière vise à prévenir le risque accru de conflit en lien avec leurs revendications territoriales autour de cette région riche en ressources naturelles.

le processus mené par HD en acceptant d'aborder des sujets auparavant considérés comme tabous et hors de portée. Les participants ont notamment identifié la radicalisation et la nécessité de renforcer la gestion pacifique de la politique comme des thèmes prioritaires.

À l'occasion d'une rencontre organisée par HD à Istanbul, les membres du groupe ont produit plusieurs documents de recherche sur différents sujets et se sont montrés plus ouverts que lors des discussions précédentes. L'organisation leur a prodigué des conseils et leur a permis de rencontrer des experts inter-

Au cours de l'année, HD a organisé trois rencontres d'experts ainsi qu'une formation et un exercice de simulation, auxquels ont participé des responsables politiques, mais aussi des spécialistes de la marine et des garde-côtes de la Malaisie, des Philippines, du Vietnam et de la Chine. Ces réunions ont généré un consensus autour de la nécessité de définir des principes communs de fonctionnement afin d'uniformiser les réponses à apporter aux incidents survenus en mer et d'empêcher qu'ils ne dégèrent en violents affrontements. À la fin de l'année, HD a été en



Photo : Des navires chinois dans les eaux disputées des îles Spratly dans la mer de Chine méridionale, mai 2015.

© Reuters / File photo

mesure d'organiser une première rencontre entre les autorités côtières de Chine et des trois autres pays. À cette occasion, les participants ont accepté de créer un Forum de mise en application de la loi maritime en mer de Chine méridionale en vue de définir les principes communs de fonctionnement. Ce forum servira également de plateforme de coopération entre les autorités maritimes des quatre pays.

Au **Myanmar**, alors même que le pays poursuivait sa difficile transition d'un régime militaire vers un gouvernement civil, HD a soutenu en 2016 les efforts de négociation d'un cessez-le-feu visant à mettre un terme à des décennies de lutte armée avec les minorités ethniques. Le nouveau gouvernement d'Aung San Suu Kyi a identifié cet objectif comme l'une de ses priorités. Au cours de l'année, l'organisation s'est engagée intensivement auprès de l'ensemble des parties en proposant des formations sur les questions de suivi du cessez-le-feu et de réforme du secteur de la sécurité, ainsi qu'en matière de désarmement, démobilisation et réintégration. Les formations organisées par HD ont renforcé

la capacité des parties à mettre en œuvre le cessez-le-feu tout en les dotant d'un ensemble commun de concepts sur lesquels fonder les négociations.

HD a également promu des stratégies ayant pour but de juguler l'escalade de la violence dans les zones majoritairement musulmanes de l'État d'Arakan (Rakhine), à la frontière avec le Bangladesh. HD a organisé une série de briefings avec le nouveau gouvernement d'union et la Commission consultative présidée par Monsieur Kofi Annan. L'organisation a également conduit une série d'évaluations de terrain dans l'État afin d'identifier des mesures visant à restaurer la confiance. HD a notamment consulté plusieurs groupes de la société civile et les a conseillés sur des stratégies d'engagement avec le gouvernement central, se forgeant ainsi une réputation d'acteur indépendant.

Aux **Philippines**, après avoir soutenu les efforts visant à négocier un accord de paix entre le gouvernement et le Front de libération islamique Moro (FLIM), HD s'est efforcé de soutenir la mise en œuvre de cet accord en 2016. Pour ce faire, l'organisation a joué



Photo : Les ruines d'un marché incendié dans un village Rohingyas à l'extérieur de Maungdaw dans l'Etat d'Arakan au Myanmar, octobre 2016. © Reuters / Soe Zeya Tun

un rôle de conseil auprès des négociateurs du gouvernement et du FLIM et a entretenu les contacts entre le facilitateur malaisien, le Groupe de contact international et les parties au conflit au plus haut niveau. HD a également engagé le dialogue avec les minorités ainsi qu'avec des groupes de femmes et de jeunes afin de garantir un vaste soutien au processus de paix. En outre, l'organisation a développé les capacités de médiation des acteurs à l'échelle communautaire. Elle a aussi formé des leaders communautaires et des jeunes volontaires de Sulu, où elle a établi une relation de longue date avec des médiateurs locaux.

Malgré des tensions croissantes liées aux élections présidentielles aux Philippines, ces initiatives ont permis la conclusion d'accords ou de cessez-le-feu dans le cadre de 17 conflits claniques. Ces accords ont contribué à l'amélioration de la vie quotidienne des populations avec la réouverture de plusieurs écoles et le développement d'infrastructures telles que des routes et des installations électriques. Les interactions avec les communautés locales ont également eu un impact positif sur la façon dont ces dernières abordent les conflits claniques et leur capacité à les résoudre de façon pacifique. ●

Le Conseil de fondation

Les activités du Centre pour le dialogue humanitaire sont supervisées par un Conseil, qui représente l'organe suprême de la fondation. Le Conseil de fondation se réunit deux fois par an. Il est composé de trois comités : le Comité d'audit et des finances, dont la mission est de superviser la gestion financière de l'organisation ; le Comité opérationnel, qui supervise son programme d'activités ; et le Comité des nominations, chargé d'identifier les candidats susceptibles d'intégrer le Conseil. Chaque membre siège au Conseil de manière volontaire et privée.

En juin 2016, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Pierre Vimont et Monsieur Espen Barth Eide ont respectivement été élus Président et Vice-président du Conseil.

Les membres actuels du Conseil de fondation sont les suivants :

- **Monsieur l'Ambassadeur Pierre Vimont**
Président du Conseil de fondation
- **M. Espen Barth Eide**
Vice-président du Conseil de fondation et
Président du Comité opérationnel
- **M. Jermyn Brooks**
Président du Comité d'audit et
des finances
- **M. Neil Janin**
Président du Comité des nominations
- **Mme Sarah F. Cliffe**
- **M. Jean-Marie Guéhenno**
- **Mme Ameerah Haq**
- **Dr Jakob Kellenberger**
- **Mme Irene Khan**
- **Monsieur l'Ambassadeur
Raymond Loretan**
- **Dr 'Funmi Olonisakin**
- **Dr Surin Pitsuwan**
- **Monsieur l'Ambassadeur
Herman Schaper**
- **M. Olivier Steimer**

Par ailleurs, HD a l'honneur de compter parmi ses membres M. Javier Solana en tant que Président d'honneur de la fondation. ●



Photo : Le Conseil de fondation du Centre pour le dialogue humanitaire, juin 2016. © HD



Financement

Les financements non attribués revêtent une importance vitale pour HD en cela qu'ils garantissent l'existence de l'organisation et son évolution. Ils lui permettent de conserver une structure administrative légère et efficace, tant au niveau de son siège que de ses antennes régionales. En outre, HD peut attribuer ces fonds à des secteurs essentiels à l'efficacité de ses opérations, telles que les analyses de terrain et les évaluations de projet. La flexibilité offerte par ce type de financement contribue également à l'efficacité de l'organisation puisque celle-ci dispose ainsi des ressources nécessaires pour répondre rapidement et de manière adaptée à tout conflit ou crise potentiels, et donc de conserver un degré décisif de souplesse dans la planification et la mise en œuvre de son programme.

L'expansion des opérations de l'organisation s'est reflétée dans son budget annuel, qui a atteint 30,1 millions de francs suisses (CHF) en 2016. Cet appui financier provient de 25 bailleurs de fonds (gouvernements, fondations privées, organisations ou particuliers), parmi lesquels l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Allemagne, l'Union européenne, l'Irlande, l'Italie, le Liechtenstein, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Fonds de soutien pour la paix (Peace Support Fund), la Fondation Bosch, la Fondation Hoffmann, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'organisation Humanity United, la Fondation Third Millennium, l'Organisation des Nations Unies et la Ville de Genève.

Ce financement était composé à 24 % de contributions institutionnelles (aussi appelées financements non attribués) provenant essentiellement de six bailleurs de fonds gouvernementaux - le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni -, mais également de quelques donateurs privés. HD est particulièrement reconnaissant envers ces derniers de leur soutien, notamment la Fondation Hoffmann et la Fondation Bosch, dont l'aide a rendu possibles les missions d'évaluation et les travaux de consolidation des connaissances de l'organisation.

La majeure partie des financements attribués directement aux projets par les bailleurs de fonds est liée aux initiatives de l'organisation dans ses cinq régions d'intervention. En 2016, ce sont les activités menées en Afrique francophone qui ont représenté la plus large proportion des dépenses. Cette répartition reflète l'engagement croissant de l'organisation dans cette région, avec des opérations en cours au Burundi, en République centrafricaine, au Mali, au Sénégal et dans toute la région du Sahel.

HD souhaite également exprimer sa reconnaissance à la Ville de Genève, qui contribue à ses activités via la mise à disposition à titre gratuit de la Villa Plantamour, siège de l'organisation depuis plus de 17 ans. La Villa est stratégiquement située au cœur de la « Genève internationale », à proximité de nombreuses autres organisations internationales et missions diplomatiques. Elle offre à HD un environnement de travail exceptionnel, idéal pour mener à bien des processus de dialogue et de médiation discrets avec des parties en conflit, mais aussi des sessions de travail avec les bailleurs de fonds, les décideurs politiques et les homologues de l'organisation dans le secteur de la médiation et de la construction de la paix. ●

www.hdcentre.org

